

Les désillusions de la libération d'après le contrôle postal civil de Lille (octobre 1918 -mars 1919)

Jean-Yves Le Naour

Citer ce document / Cite this document :

Le Naour Jean-Yves. Les désillusions de la libération d'après le contrôle postal civil de Lille (octobre 1918 -mars 1919). In: Revue du Nord, tome 80, n°325, Avril-juin 1998. 1914-1918, guerre et occupation. pp. 393-404;

doi : <https://doi.org/10.3406/rnord.1998.6014>

https://www.persee.fr/doc/rnord_0035-2624_1998_num_80_325_6014

Fichier pdf généré le 09/04/2018

Jean-Yves Le Naour, De ontgoocheling van de bevrijding volgens de postcontrole van de burgers in Rijsel (october 1918-maart 1919).

In november 1918 is de omgeving van Rijsel bevrijd en stelt het franse bestuur een contrôle op de briefwisseling in om te kunnen waken over het moreel van de bevolking na vier jaar bezetting en vijandelijke propaganda. Die postcensuur leert dat er na de aanvankelijke uitbundigheid over de bevrijding en de hoop op een ogenblikkelijke terugkeer van het gewone leven een grote en bittere teleurstelling volgde : blijvend voedselgebrek, financiële verliezen, en een conflict of een kloof — qua herinnering — tussen de streken die de bezetting ervaren hebben en de andere. De pijnlijke ontdekking van die herinnering en het onbegrip daarmee verbonden kwamen manifest tot uiting na de bevrijding van Noordfrankrijk.

Abstract

Jean-Yves Le Naour, The Disillusion of the Liberation Seen Through the Civilian Mail Control in Lille (October 1918 -March 1919).

In November 1918, in the region of Lille, liberated from the Germans, the French military authorities establish a control of the civilian mail in order to monitor the morale of the Nord populations in the wake of 4 years of enemy occupation and propaganda. This postal censorship reveals that after the wild enthusiasm of the liberation and the hopes of an immediate recovery, disillusion was widespread and bitter : persistence of food deprivations, financial spoliation but above all the conflict, or at least the gap, between the memory of the regions that experienced occupation and that of the rest of France. The painful discovery of their own memory and the incomprehension deriving from it characterize the days following the liberation of the Nord.

Résumé

En novembre 1918, dans la région lilloise libérée des Allemands, les autorités militaires françaises établissent un contrôle de la correspondance civile afin de surveiller l'état moral des populations du Nord suite aux quatre années d'occupation et de propagande ennemie. Cette censure postale nous révèle qu'après le fol enthousiasme de la libération et ses espoirs de rétablissement instantané, les désillusions ont été grandes et amères : poursuite des privations alimentaires, spoliation financière mais surtout conflit, ou fossé tout au moins, entre la mémoire des régions qui ont connu l'expérience de l'occupation et celle du reste de la France. La découverte douloureuse de sa mémoire propre et l'incompréhension qui en est la résultante caractérisent les lendemains de la libération du Nord.

Les désillusions de la libération d'après le contrôle postal civil de Lille (octobre 1918 - mars 1919)

L'intérêt du contrôle postal, qui nous permet d'avoir une photographie de l'état moral d'une population à un moment précis, n'est plus à présenter tant celui-ci est maintenant bien connu et défriché. Depuis l'étude pionnière de Jean-Noël Jeanneney¹, les travaux des historiens utilisant ou reposant en partie sur cette source longtemps restée inexploitée se sont multipliés² jusqu'à ce que le contrôle postal devienne le socle de recherches propres avec la thèse d'Annick Cochet sur le moral des soldats en 1916³.

La censure postale des soldats n'est pas unique : elle existe également dans une version civile pour des zones étroitement définies⁴, et au sein de celles-ci figure la région lilloise libérée. Le contrôle postal de cette dernière se met en place le 5 novembre 1918 et ne prendra fin que le 19 mars 1919. Il n'est pas à proprement parler une nouveauté puisque le service de renseignement du deuxième bureau l'avait déjà expérimenté dans les communes libérées en Picardie à la suite du repli stratégique des troupes allemandes en 1917⁵. Son intérêt, très limité, avait d'ailleurs assez vite conduit les autorités militaires à l'abandonner. Mais cette fois-ci, l'esprit avec lequel on met en place cette « Anastasie du courrier » diffère de celui de 1917 et de la simple recherche des « éléments douteux et indésirables » puisqu'au 5 novembre 1918 il n'y a plus de doute sur l'issue du conflit et que rien ne justifie, au point de vue de la défense nationale, son maintien jusqu'en mars 1919. L'intérêt est donc ailleurs et réside dans l'appréhension du moral, des aspirations politiques des Lillois, dans l'évaluation de leur conscience nationale. Certains pouvaient-ils la soupçonner après quatre années d'occupation allemande ?

1. — J.-N. JEANNENEY, « Les archives de la commission de contrôle postal aux armées », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1968.

2. — Citons par exemple André Kaspi qui, pour connaître l'appréciation des soldats américains par les Français et les poilus en particulier a largement utilisé le contrôle postal (A. KASPI, *Le temps des Américains 1917-18*, Publications de la Sorbonne, 1976, 375 p.).

3. — A. COCHET, *L'opinion et le moral des soldats en 1916 d'après les archives du contrôle postal*, 1986, Paris X.

4. — Le Havre, Rouen, Is sur Tille, Nancy, Meaux, Melun...

5. — S.H.A.T. 16 N 1398.

Ce contrôle postal, organisé par le service de renseignement de la Division des Etapes de la zone britannique, n'a jamais été total : dans sa phase la plus active, du 5 novembre au 31 décembre 1918, sur 2 335 000 lettres ayant circulé, seules 179 860 ont été lues (soit un total de 7,7 %) sur lesquelles 3 725 ont été saisies (détruites ou renvoyées à l'expéditeur). Cependant, si l'on retire les saisies des lettres des militaires déposées à la poste civile — pour éviter la censure ? — on obtient le nombre de 1 237 lettres retenues soit à peine 0,05 % du total ou 0,6 % des lettres lues.

Les rapports sont effectués par quinzaine selon une grille divisée en deux parties : la période de l'occupation, elle-même divisée en deux sous-parties, vie sous l'occupation et délivrance, et la période actuelle qui va peu à peu monopoliser l'ensemble du rapport au fur et à mesure que le temps passe et que la période de l'occupation n'est plus évoquée dans les lettres ou n'intéresse plus les censeurs. Cette partie est composée de neuf titres, cinq concernant des éléments économiques et quatre des éléments politiques : rapports entre les civils et les militaires ; alimentation et habillement ; combustible et éclairage ; question financière ; situation industrielle et commerciale ; situation agricole ; jugement sur les opérations militaires ; sur l'armistice ; sur la politique intérieure.

Deux mémoires :

A côté du récit des souffrances endurées sous l'occupation qui se taille la plus grande place dans les premières lettres envoyées par les Lillois, on peut saisir facilement la mesure de l'enthousiasme — le mot est faible — de ces derniers au moment de la libération. Celle-ci ne fut pas à proprement parler une surprise, pour preuve les drapeaux tricolores que les Lilloises ont cousus et assemblés dans la nuit du 16 au 17 octobre⁶. Pourtant, cette libération attendue et annoncée s'est manifestée par un déchaînement collectif, un véritable spasme et une communion dans la joie délirante :

« Vous ne pouvez vous faire une idée de l'aspect de Roubaix pendant ces premiers moments, c'était le délire. La grande place était noire de monde et lorsque les premiers officiers français arrivèrent en auto, on aurait dit une foule d'épileptiques. Les voitures furent bloquées dans cette mer humaine. On sautait sur les marchepieds, on serrait les mains de nos braves officiers, les femmes les embrassaient, les poilus qui conduisaient les voitures étaient aussi acclamés. C'était un enthousiasme indescriptible. »⁷.

Maxence Van Der Meersch décrit à peu près la même scène dans *Invasion 14* en insistant sur la clameur rageuse qui suit la remise à l'heure française de l'horloge municipale et sur la Marseillaise entonnée par des

6. — *Le Matin*, 18 octobre 1918.

7. — S.H.A.T. 16 N 1462, rapport du 16 novembre 1918, p. 7.

milliers de poitrines avec une puissance incroyable⁸. A en croire une autre correspondance, le *Te Deum* aurait partagé la vedette avec l'hymne national le 17 octobre, au moment où les derniers Allemands fuyaient l'agglomération.

Ce moment de joie exubérante est à rapprocher de celui que vont vivre les Français en général et les Parisiens en particulier à la nouvelle de l'armistice : les usines qui ouvrent leurs portes, les cloches qui sonnent et la foule hurlante dans les rues de Paris. Les Lillois, eux, ont vécu leur armistice les 17 et 18 octobre, aussi le 11 novembre ne sera pas fêté avec le même enthousiasme, loin s'en faut :

« De votre côté l'on fête certainement la victoire avec beaucoup d'entrain. Ici c'est le calme, c'est froid, on dirait que nous sommes encore sous cette terreur. »⁹.

L'impassibilité des habitants du Nord surprend bien entendu les censeurs qui l'attribuent « au poids des souffrances subies qui ont diminué les facultés d'enthousiasme »¹⁰, mais en premier lieu les intéressés eux-mêmes qui culpabilisent et tentent de justifier leur tranquillité :

« Notre piteux menu ne cadrait guère avec l'entrain que nous menaient les journaux parisiens. Nous envions les Parisiens en fête et voudrions bien la partager un peu »¹¹. « Nous avons été étonnés d'apprendre par les journaux le délire des Parisiens à la nouvelle de l'armistice. Pour nous toute notre capacité de joie a été vidée dans les jours de la délivrance, pour nous la guerre a été finie ce jour-là. Quel formidable égoïsme n'est-ce pas ? Il faudra bien des jours encore pour que nous redevenions des êtres normaux »¹².

A Lille en effet, à part un feu d'artifice tiré par les Anglais, il n'y a pas eu de réjouissances publiques. Plus que de l'indifférence, de l'égoïsme, il s'agit là de la première manifestation de la différence des mémoires du conflit : la guerre vécue par les habitants du Nord n'est pas celle qu'ont vécue le reste des Français qui n'ont pas subi l'Occupation. La mémoire du conflit ne saurait donc être unique. En attendant, les Lillois se sentent douloureusement retranchés du reste de la nation.

Cet événement, pour symbolique qu'il puisse être, n'aurait pas de valeur en lui-même si les régions libérées s'étaient senties protégées, assurées, prises en charge par le reste de la nation, si les habitants avaient pu constater rapidement la solidarité politique des Français ; malheureusement, il n'en fut rien. Sur le plan du ravitaillement qui ne s'améliora que très lentement et sur

8. — M. VAN DER MEERSCH, *Invasion 14*, Paris, Albin Michel, 1935.

9. — Rapport du 16 novembre 1918, p. 8.

10. — *Ibid.*, p. 3.

11. — *Ibid.*, p. 19.

12. — *Ibid.*

le plan des mesures financières, ils eurent le sentiment d'être oubliés et abandonnés, d'être exclus délibérément de la nation, ce qui renforça en eux la sensation d'isolement et d'exclusion.

Le temps des déceptions

Après le temps de l'euphorie, celui de la libération, celui des visites du président du Conseil le 19 octobre 1918 puis du président de la République le 21 octobre, succède le temps des amères désillusions.

En effet, la Libération représentait pour les Lillois la fin définitive de toutes les privations, en particulier dans le domaine du ravitaillement et, de fait, la situation alimentaire était plus que problématique : « Je voudrais être une année plus vieille », confie une Lilloise¹³. La patience est à bout : « Nous avons supporté avec courage notre vie de privation physique et morale pendant quatre ans mais à présent nous sommes au bout du rouleau »¹⁴. Le maintien du rationnement, du prix élevé des marchandises (à la fin du mois le beurre est encore à 60 F le kilo, le sucre à 26 F, la farine à 22 F) est perçu comme intolérable, la faim n'a plus lieu d'être dans le Nord libéré des Allemands. Aussi, et c'est là la première réaction populaire, on cherche des coupables et on se retourne contre les mercantis-profiteurs, ces « accapareurs » modernes qui seraient les responsables de la pénurie ou tout au moins des prix élevés : « Les tripoteurs sont là comme au temps de l'occupation et personne n'y met ordre, tout ce qui se passe ici est scandaleux, on devient enragé, on est écoeuré de tout ce que l'on voit » ; un autre propose de commencer « la chasse aux mercantis-voleurs » tandis qu'un Roubaisien expose sa solution du problème :

« Les mercantis nous écorchent toujours et les municipalités ne font pas d'exemple, en France il n'y a donc rien de changé et l'on ne condamne pas les affameurs, quel châtement méritent ces gens-là : douze balles et c'est trop pour eux, la corde ou le *hard labour* vaudrait mieux »¹⁵.

Cette première réaction d'hostilité à l'égard d'individus qui profitent de la situation mais qui n'en sont pas à l'origine, va bien évidemment rapidement laisser la place à une critique des pouvoirs publics qui ne se mobilisent pas pour que le Nord revienne à la normalité. Le 10 novembre 1918, un rapport sur le ravitaillement de l'agglomération lilloise montre effectivement que l'organisme chargé du ravitaillement ne dispose que du tiers des moyens de transport nécessaires pour mener à bien sa mission, et il conclut :

« Dans ces conditions, non seulement la population reçoit moins de ravitaillement que pendant l'occupation, ce qui amène des récriminations bien

13. — Rapport du 16 novembre 1918.

14. — *Ibid.*, p. 9.

15. — *Ibid.*, p. 11.

légitimes de tous genres, mais si cette situation devait se continuer, il nous serait absolument impossible d'assurer le ravitaillement même restreint de la population »¹⁶.

Le fossé entre les Français libérés et le reste de la nation se creuse ainsi, par le sentiment bien légitime d'être sacrifiés et oubliés, de vivre en parias dans l'ensemble français ; « N'est-ce pas honteux ? » clame le *Journal de Roubaix* deux mois après la libération, « quel est le Parisien, le Bordelais, le Toulousain qui se contenterait par quinzaine de quelques sous de riz, de quelques sous de haricots et de quelques sous de sucre ? »¹⁷.

Il n'est pas que le domaine du ravitaillement pour procurer aux Lillois libérés l'amertume de se sentir trahis dans leurs espérances et dans leurs aspirations. Les premières mesures financières adoptées à l'égard des bons de ville qui avaient remplacé l'argent pendant la période de l'occupation vont scandaliser l'opinion. Une fois de plus, les autorités ont fait le choix de la solution la moins onéreuse en ne prenant pas en compte les intérêts des populations du Nord, sapant un peu plus les bases de l'unité nationale recouvrée. Ces mesures, affichées dans toute la région le 31 octobre 1918, prévoient l'échange des bons communaux fixé à un plafond de 200 F par quinzaine et par personne ce qui correspond à une somme dérisoire comparée à la masse des bons que le gouvernement n'entend pas honorer. Les réactions vont être violentes, le maire de Lille, Delessalle, s'étonne :

« Est-ce cela la solidarité nationale ? Comment veut-on que nos commerçants, nos industriels reprennent leurs affaires sans argent ? Non, non, cela n'est pas possible. On doit nous faire une autre confiance. N'avons-nous pas déjà assez souffert ? »¹⁸.

Un Lillois désabusé écrit :

« La mesure du ministre français nous ramène en plein aux ordonnances vexatoires boches. Toute la population en est indignée, il serait temps de la traiter avec plus d'équité... c'est l'arrêt de tout commerce, de toute reprise... sais-tu que le gouvernement n'accepte pas de souscription au nouvel emprunt avec les bons communaux alors que cela avait cours forcé depuis quatre ans... Va-t-on nous en faire des assignats ? »¹⁹.

Bientôt les commerçants refuseront les bons et exigeront d'être payés en monnaie d'Etat. Le désarroi s'accroît alors.

Les désillusions suivant la libération sont lourdes, elles frappent d'autant plus durement les Lillois que ceux-ci ont cru passionnément aux nombreux

16. — Archives départementales du Nord [ADN], 9 R 1195.

17. — *Journal de Roubaix*, 13 décembre 1918.

18. — *Journal de Roubaix*, 6 novembre 1918.

19. — Rapport du 16 novembre 1918, p. 14.

discours et aux belles paroles sur l'unité qui ont été prodiguées au lendemain du 18 octobre.

Dans une lettre envoyée à l'*Echo du Nord* et saisie par les censeurs, un Lillois ulcéré parle de l'évolution de l'état d'esprit de ses concitoyens en ces termes :

« Au fond de leur coeur la révolte gronde contre le pouvoir car ils espéraient mieux de la France qu'ils ont tant fêtée depuis leur délivrance. [...] Or la joie ne nourrit pas plus que l'amour. Gare à ce que nous prépare l'inertie de cette bande de phraseurs qui nous gouvernent. Le balai n'est pas loin »²⁰.

De même, une lettre datée du 21 novembre prophétise « une révolte imminente »²¹. Il est bien loin le temps où Naudin, le préfet du Nord, pouvait décrire l'état d'esprit des populations comme « admirable »²².

Le fossé entre l'espoir du 17 octobre 1918 et la réalité vécue est tellement grand, l'incurie du gouvernement tellement patente aux yeux des Lillois qu'elle conduit une partie de ces derniers — aussi paradoxal que cela puisse paraître — à comparer leur situation actuelle à la situation antérieure c'est-à-dire celle de l'occupation allemande, et cette comparaison n'est pas flatteuse pour l'administration française :

« Les habitants de Lille ouvertement déclarent qu'ils sont plus malheureux qu'avec les boches et je ne serai pas étonné qu'une effervescence fâcheuse ne se produise. »²³, « Déjà certains regrettent les Allemands. Cela pourrait se gâter si l'on continue à se moquer de nous »²⁴.

Ce qui frappe surtout les Lillois, c'est la différence d'organisation entre l'administration allemande (dont ils oublient la militarisation) et les structures civiles françaises. Pour changer ses 200 F par quinzaine, par exemple, il n'existe que neuf bureaux dans Lille ouverts seulement de 9 heures à midi : s'ensuivent alors de longues attentes, des bousculades et l'on se souvient de l'« efficacité allemande », des appels par numéros ou par ordre alphabétique. Le temps passé dans les « queues » exaspère :

« Ce n'est pas le mauvais exemple que les boches nous ont donné, reconnaît un correspondant avec aigreur, car c'est dur à constater mais eux en ont une d'organisation, ils nous en ont revendu. C'était épatant, tous les bureaux étaient sérieux, les employés corrects et précis... »²⁵. « Nous ferions bien de les imiter »²⁶, « Il n'y a plus l'ordre qu'on avait sous l'occupation »²⁷.

20. — Rapport du 1^{er} décembre 1918, p. 16.

21. — *Ibid.*, p. 28.

22. — *Le Matin*, 22 octobre 1918.

23. — Rapport du 1^{er} décembre 1918, p. 18.

24. — *Ibid.*, p. 17. Il ne s'agit bien sûr que de deux exemples.

25. — Rapport du 16 décembre 1918, p. 10.

26. — Rapport du 16 novembre 1918, p. 10.

27. — Rapport du 1^{er} décembre 1918, p. 17.

concluent deux autres diatribes sur l'inefficacité de l'administration française.

Il serait complètement abusif de lire à travers les louanges adressées à l'administration allemande un pur et simple regret du temps de l'occupation, même ramené à cet unique aspect. Il faut plutôt y voir la cruelle déception des gens du Nord réellement offensés de la continuité de la pénurie et qui considèrent leur situation comme intolérable.

La sensibilité des Lillois est à fleur de peau, ils ont refusé le réel en croyant que la seule délivrance allait amener la prospérité dès le lendemain, et, à côté du légitime émoi à l'égard d'un gouvernement qu'on accuse de manquer d'énergie et de volonté, on peut également parler d'une réaction d'intolérance qui s'explique sans doute par la saturation des souffrances mais qui n'en constitue pas moins une manifestation de retranchement de la communauté nationale.

Les Lillois n'acceptent plus la guerre, pour eux la guerre est terminée et le maintien des contraintes qui y sont liées les révoltent. Cet état d'esprit apparaît au plus grand jour avec l'accueil fait aux Anglais...

Tommies, go home !

Les 17-18 octobre, les Anglais ont été fêtés comme il se doit, en libérateurs. Toutes les maisons leur ont été ouvertes, on leur offrait ce qu'on possédait, souvent de la chicorée à défaut de vin, et l'admiration du soldat en kaki était à son comble. Le soldat allemand décharné de la fin de la guerre ne tient pas la comparaison avec la santé physique du britannique :

« Tu me demandes ce que je pense des Anglais. Ceux que nous voyons en ville ont l'allure en général élégante. C'est ce qui nous a surtout frappé après la délivrance quand nous avons comparé les vainqueurs aux vaincus. Tu ne peux pas te figurer la joie de voir les premiers Anglais : tout le monde voulait leur serrer la main et ils se prêtaient de bonne grâce à l'admiration un peu indiscreète de la foule »²⁸.

La tenue des Anglais semble avoir en effet marqué les Lillois qui parlent à l'unisson de « bonne mine », de soldats « frais et propres », « polis » « corrects », de « chevaux superbes ».

Pourtant, cette entente cordiale idyllique des débuts va peu à peu s'effilo-cher et se muer en indifférence, agacement, voire hostilité franche et déclarée. On retrouve ici la même évolution que Y.-H. Nouailhat a retracée quant à l'opinion publique nantaise à l'égard des Américains²⁹.

28. — Rapport du 16 novembre 1918, p. 8.

29. — Y.-H. NOUAILHAT, *Les Américains à Nantes et à Saint-Nazaire*, Paris, 1972, 250 p.

Si les appréciations positives se retrouvent sur toute notre période (en février 1919, une lettre parle des soldats britanniques comme « très convenables »), le nombre des commentaires désobligeants l'emporte peu à peu. Dès la mi-novembre 1918 on peut relever cette violente manifestation anglophobe :

« Quand donc retourneront-ils chez eux ? Ils finiront par se faire haïr. Du reste, ils ne sont pas aimés du tout ; voilà à peu près l'opinion générale, ce n'est pas mieux que du temps des Allemands. Les autres au moins on savait que c'était l'ennemi, mais ceux-ci on les appelle des amis.»³⁰.

Le contraste est sans aucun doute saisissant avec l'enthousiasme populaire sur le passage du roi d'Angleterre dans la région le 7 décembre 1918, mais il ne s'agit néanmoins pas là d'une profession de foi isolée.

« Nous n'avons pas à glorifier les Anglais, quelle sale race d'égoïstes ; [...] Quand serons-nous débarrassés de tous ces étrangers ? Ils ne sont pas intéressants. On détestait les uns, on n'aime pas les autres. Quels gourmands les uns, les boches ; quels ivrognes les Anglais ! Ils sont tous bleus de boire, ils sont tous laids, tous, tous ! »³¹.

De même un Roubaisien s'interroge :

« Je ne sais pas si c'est la même chose à Bruxelles, mais ici avec les Anglais, ça ressemble à une seconde occupation ennemie. Aussi, vivement que les Français nous reviennent »³².

Allemands ou Anglais, ennemis ou amis, la question n'est plus à l'ordre du jour en ce début d'année 1919 et une grande partie des habitants du Nord ne peut plus souffrir la présence d'un soldat étranger sur son sol, fût-il allié. Il faut savoir également qu'au cours de l'hiver 1918-1919, les troupes britanniques ont causé des dégâts aux maisons abandonnées, arrachant planchers et poutres, brûlant les meubles pour se chauffer. Le préfet du Nord qui demandait aux maires le 24 janvier 1919 de tout faire pour que cessent les pillages et les dégradations se vit répondre le 31 janvier par le maire d'Auberchicourt que les seuls responsables étaient les Anglais qui ne sont cités d'ailleurs que sous le vocable de « troupes d'occupation » :

« Je crois devoir vous faire remarquer, monsieur le préfet, que si les dégradations dont vous parlez ont quelquefois pour auteurs des civils sur qui la police locale ou la gendarmerie ont une certaine action, elles sont le plus souvent causées par les troupes d'occupation qui dépendent uniquement de leurs officiers et sur lesquelles nous n'avons aucune action. Les troupes d'occupation ne s'attaquent pas seulement ici aux maisons partiellement détruites ou

30. — Rapport du 1^{er} décembre 1918, p. 9.

31. — Rapport du 1^{er} février 1919, p. 2.

32. — Rapport du 1^{er} janvier 1919, p. 4.

endommagées mais encore elles commettent des dégâts dans les maisons habitées même dans celles où elles sont cantonnées. Chaque jour je reçois des plaintes au sujet des dégradations commises chez l'habitant par les troupes occupantes »³³.

Le libérateur est devenu l'occupant. Pas étonnant dans ces conditions de constater le peu d'empressement des habitants à héberger les Anglais en cantonnement. Cette situation n'est pas d'ailleurs sans alerter les autorités françaises en la personne du général de division de Laguiche, chef de la mission française dans la zone britannique, qui écrit au préfet le 10 décembre 1918 pour le mettre en garde :

« L'état d'esprit des populations [...] crée une situation fâcheuse qui, s'il n'y était pas remédié, ferait naître chez nos alliés un sentiment de mécontentement d'autant plus regrettable qu'il serait justifié »³⁴.

L'injustice faite aux alliés est d'autant plus criante que ce sont eux qui ont sauvé le Nord de la famine au moment de la libération. Mise à part l'agglomération lilloise qui disposait d'une réserve de vivres de quinze jours, soit 450 000 personnes sur les 790 000 que compte la zone libérée par les Anglais, les troupes britanniques ont ravitaillé la région de dix-huit à trente-huit jours³⁵, les Français étant dans l'incapacité matérielle de prendre le relais. Un rapport sur l'aide apportée par les troupes anglaises à la population libérée pendant l'avance du 1^{er} octobre au 25 novembre 1918 rappelle leur rôle éminent sur le plan du ravitaillement, allant jusqu'à larguer des vivres par avion dans les zones qu'ils ne pouvaient pas atteindre à cause des tirs de barrage³⁶, prêtant aux Français des dizaines de camions sans lesquels le transport des denrées n'aurait pu être mis en oeuvre, distribuant gratuitement des soupes populaires et des médicaments. « Il est impossible de rendre justice à l'admirable effort de toute cette armée » concluait le rapporteur, mais ce dernier ne se doutait pas que l'injustice irait jusqu'à l'hostilité ouverte³⁷.

L'égoïsme n'est pas seul en cause, les populations du Nord ont plus que donné leur part à cette guerre et loger le militaire, fut-il ami, est une contrainte que l'on accepte de plus en plus difficilement.

Les boches du Nord

Finalement, cette libération de la région du Nord est lourdement chargée en désillusions. La joie qui l'a saluée s'est vite muée en stupeur et en grogne endémique. La situation de l'occupation s'est prolongée trop longtemps après le 17 octobre pour que la communion nationale soit réalisée. Se sentant

33. — ADN, 9 R 1191.

34. — ADN, 9 R 1252.

35. — C'est le cas de Maubeuge ravitaillée pendant 38 jours par le 4^e corps d'armée.

36. — C'est le cas à Cagnonnes et à Rieux le 11 octobre, au Cateau le 13 octobre.

37. — S.H.A.T. 17 N 394.

refoulés, rejetés, oubliés, les Lillois crient leur patriotisme : nous ne sommes pas des demi-Français disent-ils en substance tandis que le fossé qui a coupé la nation durant quatre ans ne se referme pas si facilement.

Il souffrent en réalité du sentiment d'être à part, de ce que le relèvement de leur région ne soit pas la priorité des priorités :

« Je crois que les régions libérées du Nord sont un peu dans le sac aux oubliés »³⁸, « c'est à se demander si la France qui n'a pas connu l'invasion se doute encore que nous existons, nous les ex-occupés. »³⁹.

Cette impression d'être au ban de la nation, d'être l'enfant maudit de la mère-patrie atteint son comble au moment des réjouissances fêtant le retour de l'Alsace-Lorraine. Le Nord disparaît dans les préoccupations de la presse nationale, il n'y a plus de place que pour l'Alsace et les cérémonies célébrant l'unité retrouvée. Tandis que la France s'étourdit de plaisir et de bonheur, Lille pleure :

« Lille est une ville morte, tout le monde pense à s'en aller. Il me semble que l'on pense trop aux fêtes de Paris et de l'Alsace »⁴⁰, « Quand donc le gouvernement pensera-t-il qu'à côté de l'Alsace-Lorraine retrouvées il y a des gens qui méritent qu'on s'occupe d'eux ? »⁴¹.

Nous sommes aussi des Français clament donc les Lillois mais le rejet dont ils se sentent les victimes les conduit à s'interroger sur leur identité, réflexion née de l'humiliation :

« Si cela continue nous allons nous soulever, et demander que tous les départements envahis forment un Etat neutre car nous ne sommes plus des Français »⁴².

Paradoxalement, ce discours est sans doute la manifestation la plus émouvante de l'attachement à la nation française qui ne répond justement pas aux attentes de ses enfants meurtris. Plus cynique mais ô combien amère, cette lettre qui, constatant que la Chambre des députés s'intéresse plus au vote des femmes qu'au relèvement des régions libérées, conclut : « Nous sommes d'ailleurs une catégorie de gens peu enviés, "les boches du Nord", quoi ! »⁴³.

Cette légende du « boche du Nord », c'est-à-dire de l'habitant du Nord suspect quant à son attachement envers la France car « emboché » quatre

38. — Rapport du 1^{er} janvier 1919.

39. — Rapport du 16 janvier 1919, p. 5.

40. — Rapport du 16 décembre 1918, p. 11.

41. — Rapport du 1^{er} janvier 1919, p. 5.

42. — Rapport du 16 janvier 1919, p. 4.

43. — Rapport du 1^{er} janvier 1919, p. 6.

années durant s'est fait jour dans les derniers temps de la guerre. On cite fréquemment l'article de Gabriel Hanotaux dans *Le Figaro* du 11 novembre 1917 qui fait état de la compromission intellectuelle des élites des pays occupés avec les Allemands comme étant une des sources de cette nauséabonde suspicion qui rappelle celle qui avait pesé sur la combativité des troupes du Midi dans les premiers jours de la guerre.

Il n'en reste pas moins que cette assertion a fait son chemin dans bon nombre d'esprit et qu'elle a été alimentée par les soldats eux-mêmes qui dans leur correspondance sont scandalisés par l'attitude d'une partie des femmes restées seules en pays envahi et qui ont eu des enfants de l'ennemi⁴⁴. A la victime la responsabilité de la faute. Le 10 décembre 1918, un soldat de la 169^e division du 108^e régiment d'artillerie lourde écrit à propos de son cantonnement dans le Nord :

« On n'est plus si bien reçu ici comme en Belgique. Ah ! Ces salauds de gens du Nord, ils sont donc à moitié boches »⁴⁵.

Cette humiliation que doit subir le Lillois est à l'image de ce contrôle postal qu'on lui inflige et qui témoigne du soupçon qui pèse sur lui. Comme les soldats qui pestaient contre la censure et se sentaient espionnés injustement, le civil crie sa haine de la suspicion qui n'est autre qu'un cri de fierté nationale :

« On nous traite comme des Irlandais. Toute notre correspondance est ouverte. La Flandre française est restée une geôle comme au temps des boches, avec aggravation sous bien des rapports. Nous, espionnés, entourés de mouchards, serrés dans un cordon sanitaire, comme une population de pestiférés. Elle est joliment libérée pour laquelle la région du Nord a versé sur le champ de bataille plus de sang qu'aucune autre province ! »⁴⁶.

Non, la libération du Nord n'a pas répondu aux attentes de la population, elle s'est traduite par une grande frustration et par la sensation d'incompréhension et d'abandon par rapport à l'ensemble national dans lequel le Lillois rêve de s'intégrer sans le pouvoir. Il ne le peut, nous l'avons vu, pour des raisons à la fois exogènes et endogènes : il n'est pas la priorité du gouvernement, il devra subir encore des mois durant les restrictions, l'humiliation de la faim dans un pays victorieux et qui se réjouit, l'humiliation du contrôle postal qui lui donne le sentiment de n'être pas tout à fait un Français comme les autres ; mais aussi il devra accepter, malgré son profond dégoût pour la résignation qu'il ne peut plus endurer, de ne pas avoir tout tout de suite, de

44. — Les recherches les plus récentes prouvent que cela est largement mythique.

45. — S.H.A.T 16 N 1404.

46. — Rapport du 1^{er} décembre 1918, p. 34.

faire son deuil de ses illusions et, surtout, il devra accepter sa mémoire propre. La mémoire du Nord en 1914-1918 et pour être plus général celle des régions envahies, ne peut être identique à celle des Français qui n'ont pas vécu l'invasion ni l'expérience de l'occupation. Le fossé qui existe entre ces deux mémoires ne peut pas disparaître au lendemain du 17 octobre 1918, et la plus grande illusion était de croire que le Nord pouvait se fondre dans la plus grande mémoire nationale. C'est ce décalage qui fait des Lillois appréhendés par le contrôle postal des insulaires ou plus exactement des presque insulaires à la manière de ce qu'ont pu vivre les combattants de l'avant vis-à-vis de l'arrière.

Jean-Yves LE NAOUR

Jean-Yves LE NAOUR, A.T.E.R. à l'Université Toulouse-Le Mirail, 4, rue Jacques Labatut, 31000 Toulouse.